

### Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun

Issa, Saibou

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Zur Verfügung gestellt in Kooperation mit / provided in cooperation with:

GIGA German Institute of Global and Area Studies

#### Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Issa, S. (2005). Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun. *Afrika Spectrum*, 40(2), 197-220. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-105453>

#### Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

#### Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Saï bou Issa

## Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun

### **Résumé**

Au début des années 1990, le Cameroun comme les autres pays de l'Afrique subsaharienne, s'est ouvert à la démocratisation. A côté de la naissance d'une centaine de partis politiques, des associations identitaires, à caractère ethnique ou régional, ont vu le jour. Dans l'ensemble, l'élite et les entrepreneurs politiques mobilisent pacifiquement les solidarités affinitaires en vue de préserver ou de se frayer un chemin dans l'appareil d'Etat grâce au vote ethnique. D'où l'importance des effectifs ethniques dans les rivalités entre les leaders politiques. Dans le Logone et Chari situé aux confins du Cameroun, du Nigeria et du Tchad, la rivalité opposant les Kotoko aux Arabes Choa s'est manifestée par des affrontements intercommunautaires. La démographie y a joué un rôle important, car elle a entraîné le renversement de la majorité politique au profit des Arabes Choa. Les Kotoko sont les premiers occupants du territoire et contrôlaient jusque là tous les rouages du pouvoir traditionnel et moderne. A cause de la polémique qui entoure les effectifs respectifs des deux communautés, l'article remonte l'histoire pour retracer le rôle des épidémies et de l'immigration dans le rapport numérique entre deux peuples. La manipulation des recensements, la relativité de la différenciation ethnique et les nouvelles orientations de la politique ethnique au Nord-Cameroun y sont abordées.

### **Mots clés**

*Cameroun de nord, démocratisation, conflits, démographie, élection ethnique, Choa arabes, Kotoko, relations interethniques, histoire*

### **Introduction**

Durant toute l'administration du Président Ahmadou Ahidjo (1960-1982), l'ethnicité en tant que mode d'expression des identités différentielles avait été muselée. La politique officielle du régime prônait l'unité nationale pour fédérer les diverses forces centrifuges qui constituaient autant de risques de désagrégation du jeune Etat camerounais. Pour ce faire, l'on avait mis en place la

politique de l'équilibre régional basée sur des quotas de représentation provinciale dans l'appareil d'Etat. En pratique, cette politique ne tint compte ni de la représentation ethnique, ni de l'équilibre intra-régional, c'est-à-dire d'une répartition équitable des postes politiques et administratifs permettant de diviser le quota provincial entre toutes les communautés locales. Si Ahidjo gouvernait avec les Peuls et les Béti du centre-sud, les Bamiléké de l'Ouest quant à eux avaient bénéficié de la bienveillance du régime pour investir le secteur économique. Grâce aux plans quinquennaux, le régime Ahidjo parvenait à saupoudrer tout au moins la plupart des régions d'infrastructures socio-économiques. Avec le régime du parti unique, les replis régionaux et les revendications ethniques avaient de la peine à s'exprimer aussi bien dans la zone anglophone que dans la région d'origine du président, le Nord, où la domination peule s'exerçait aussi bien sur les structures traditionnelles d'autorité que sur les rouages modernes du pouvoir, suscitant de ce fait des frustrations parmi les groupes non musulmans, appelés Kirdi.

Partout au Cameroun, l'ouverture démocratique a favorisé la résurgence des replis identitaires, d'abord sous la forme de l'émergence de grands rassemblements ethno-régionaux ; par exemple au Laakam des Bamiléké répondant rapidement l'Essingam et le Cercle des Amis de la Forêt Equatoriale (CAFE) des Béti, tandis que se constituent le South West Elite Association (SWELA) et le North-West Elite Association (NWELA) respectivement chez les Bakweri, les Nso et autres peuples assimilés de la partie anglophone. Dans la partie septentrionale aussi, une archéologie de la discorde explore le passé de façon sélective, se veut volontairement amnésique sur les habitudes de convivialité, recompose l'histoire pour susciter des solidarités collectives. Sur la base des particularités historiques, de l'appartenance ethnique et de l'identité religieuse de l'ethnie d'origine, le Nord est virtuellement divisé en deux entités ethno-confessionnelles. Ces entités sont, d'une part l'écrasante majorité dénommée les peuples Païens du Nord-Cameroun ou Kirdi tout court et d'autre part ceux qui ont en commun l'Islam<sup>1</sup>. Cette dichotomie sous-tend ce

---

1 J. B. S. Baskouda, 1993 : *Kirdi est mon nom*. Yaoundé : Imprimerie Saint-Paul, p. 5. L'auteur de cet opuscule est le promoteur de la *Kirditude* qu'il rapproche de la *Négritude*. Au plan strictement philosophique, la *Kirditude* vise la revalorisation et la préservation de l'identité culturelle des peuples Kirdi victimes, estime-t-on, de l'aliénation culturelle du fait de la conquête peule et musulmane. Toutefois, la *Kirditude* n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques : mettant en exergue la marginalisation des Kirdi sous le régime du Président musulman Ahmadou Ahidjo (1960-1982), l'élite Kirdi et l'association dénommée Dynamique Culturelle Kirdi (DCK) résolument anti-peules revendiquent une représentation des ressortissants des communautés du Nord-Cameroun proportionnelle à leur poids démographique et corrélativement au degré de rentabilité de leur vote pour le parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Voir entre autres *Mémoire de la Majorité Opprimée du Grand Nord*; *Le Kirdi*, n° 002, septembre 1995; *Mémoire rédigé par un groupe d'étudiants ressortissants des trois régions septentrionales adressé à Son Excellence Monsieur le Premier ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun*, 24 avril 1996.

qu'il convient d'appeler la question kirdi . La variabilité des significations qu'on en donne et le recours aux données historiques montre qu'en fait la question kirdi est un dédale sémantique qui recouvre cependant une réalité socio-politique où le facteur peul fait office d'un joker dont les entrepreneurs politiques de tous bords se servent comme d'une intarissable ressource.

Bamiléké de l'Ouest, Kirdi du Nord et Arabes Choa du Logone et Chari ont des similitudes : ils ne figuraient pas dans le premier cercle du pouvoir sous le régime Ahidjo, ce bloc au pouvoir dont parle Jean-François Bayart<sup>2</sup> ; ils constituent des agrégats ethniques à l'intérieur desquels les rivalités anciennes et actuelles sont parfois profondes ; la majorité démographique dont ils réclament la prise en compte dans le contexte de l'ouverture démocratique est contestée. Ce dernier aspect représente la matrice du débat autour de l'autochtonie, celle qui permet de comprendre l'instrumentalisation du passé dans des contextes nouveaux, celle qui détermine aussi les différences régionales dans la dynamique des relations interethniques. Ainsi, au-delà de la pertinence et de l'indiscutable qualité des travaux sur l'ethnicité au Cameroun, il reste que l'absence d'une lecture démographique du jeu politique amène à des conclusions parfois hâtives. Bien plus, la diversité interne du Nord-Cameroun est telle que le processus politique mute d'une localité à une autre. Dès lors, il importe de s'intéresser à la localité. Dans les pages qui suivent, on verra le rôle du débat démographique dans la confrontation politique entre les Arabes Choa et les Kotoko du département du Logone et Chari. A travers la présentation des fondements historiques du conflit entre Arabes Choa et Kotoko et des facteurs de leur dynamique démographique respective, on montrera que si l'histoire nourrit la polémique, la démographie n'est pas non plus neutre, car elle détermine la relation entre effectifs, vote et pouvoir ethniques. Une question d'autant plus controversée que le nombre implique la capture du pouvoir par les autochtones au détriment des autochtones.

## Des racines du présent

Analysant les ressorts des rivalités ethniques au Nord-Cameroun dans le contexte de l'ouverture démocratique, Ibrahim Mouiche écrit :

Les facteurs qui servent de variables prédictives du comportement électoral sont à la fois culturels, socio-économiques, historiques et politiques. Les facteurs politiques tiennent aux clivages ethniques et religieux au Nord-Cameroun, notamment entre les musulmans et les Kirdi, et entre les Kotoko et les Arabes Choa dans le Logone et Chari. Les facteurs socio-économiques renvoient à la crise économique rampante qui traverse le

---

2 J.-F. Bayart, 1985 : *L'Etat au Cameroun*. Paris : Presses de la Fondation Nationale de Science Politique.

Cameroun et la crise de succession présidentielle de 1982 qui ont pu disqualifier le régime du Président Biya aux yeux des populations du Nord-Cameroun. Les facteurs historiques ont trait à la réhabilitation des antagonismes historiques entre les différentes composantes sociologiques du Nord-Cameroun suite à la manipulation de l'ethnicité par des élites en quête de positionnement. Les facteurs politiques tiennent à la nature clientéliste et autoritaire du régime politique camerounais, qui a contribué à la perturbation des tendances électorales du Nord-Cameroun.<sup>3</sup>

Le Nord-Cameroun n'étant pas uniforme, il est malaisé de s'en tenir à cette grille de lecture pour rendre compte de la variabilité des conflits locaux qui jalonnent la vie politique de cette région depuis le début des années 1990. Certes, les frustrations du passé alimentent les rivalités qui ont ressurgi au moment de l'ouverture démocratique, mais l'évocation du passé emprunte des couloirs différents selon qu'il s'agit des rapports avec les Peuls ou d'autres groupes anciennement islamisés. Bien plus, les raisons pour lesquels les Guiziga ont appelé à la mobilisation des leurs contre l'invasion peule de la cité de Marva (actuelle Maroua) ne sont pas les mêmes que celles qui ont soutenu les affrontements entre Gbaya et Peuls à Meiganga en 1994 et dont Philip Burnham a fait l'analyse<sup>4</sup>. En outre, le renversement des alliances politiques que l'on a remarqué à partir de 1983 suite à la brouille entre le Président Paul Biya et son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, n'a pas mis long feu. Les réseaux islamo-peuls en général et foulbé en particulier, ont fait preuve de plus de cohésion, face à la dynamique kirdi qui s'est davantage caractérisée par son émiettement et la rivalité entre les leaders politiques non musulmans. Si dans l'ensemble les Kirdi représentent la majorité absolue de la population du Nord-Cameroun, il reste que l'incapacité de Tikela Kemone, Jean-Baptiste Baskouda et Zacharie Pérevet notamment à transformer la Dynamique Culturelle Kirdi (DCK) en un mouvement fédérateur, mobilisateur et agissant, bref en un courant électoral, a eu raison des espoirs de revanche sur l'histoire que faisaient pressentir les perspectives de vote culturel que l'on escomptait. La naissance du Mouvement Démocratique pour la Défense de la République (MDR) du Toupouri Dakolé Daï ssala apparut comme une dissidence opportuniste, mais elle révèle la prise de conscience précoce de ce chef politique que les ambitions personnelles étaient telles que la dilution au sein d'un mouvement qui n'avait de base que l'inimitié envers les suzerains d'hier et le système Ahidjo ne pouvait sous-tendre indéfiniment un mouvement qui servirait de tremplin à toutes les élites politiques kirdi. En outre, aux anciens du régime Ahidjo, semblaient implicitement s'opposer ceux dont l'émergence ne s'est

---

3 I. Mouiche, 2000 : Ethnicité et multipartisme au Nord-Cameroun. *African Journal of Political Science* 5 : 64.

4 P. Burnham, 1996 : *The Politics of Cultural Difference in Northern Cameroon*, Edingburg: Edingburg University Press.

faite que sous le Président Biya. A la suite de Dakolé, d'autres, à l'instar de Boulou Nguizi Joseph chez les Guiziga ou Amadou Paul chez les Gbaya, ont mis sur pied des associations regroupant leurs congénères afin de mieux canaliser l'électorat ethnique sur le plan local. Cette démarche eut plus de succès si l'on considère le fait que grâce à cette mobilisation ethnique, les associations dites culturelles et leurs leaders ont réussi sur le plan local ce que la DCK ne parvint pas à réaliser sur le plan régional.

Comparable à la question kirdi quant à son discours, la question arabe choa, source de la violence ethnique dans le Logone et Chari n'en est pas moins différente par ses dimensions. En effet, si les deux formes de conflictualité ethnique posent le problème de la rencontre entre le Sahel nomade et le Sahel sédentaire, il reste que la trajectoire sociale et politique des Peuls est à l'opposé de celle des Arabes Choa. Les premiers ont été des conquérants qui ont bâti des entités politiques, les lamidats, à la suite d'une conquête politico-religieuse ; pris séparément, ils constituent le groupe ethnique majoritaire et le plus répandu sur l'étendue du Nord-Cameroun. L'ancrage politique et territorial dont bénéficient les Peuls à travers les chefferies traditionnelles, l'expérience des affaires publiques et les ressources économiques accumulées sous Ahidjo, font de ce peuple un acteur permanent du jeu politique qui est plus rentable d'associer que de contraindre à l'opposition. Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) au pouvoir en a fait les frais dans la Province de l'Adamaoua où l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) du Peul Bello Bouba Maï gari lui a ravi la vedette dans nombre de consultations électorales. Jouant sur la sensibilité des Peuls camerounais aux délices de l'honneur que confère le pouvoir et à leur flexibilité dans les négociations politiques, le RDPC est parvenu à démanteler la base identitaire de l'électorat de l'UNDP sans pour autant se défaire de son leader, ni réduire le poids des dignitaires peuls dans la haute administration.

En revanche, les Arabes Choa n'ont pas pu profiter longtemps du contexte de l'invasion du conquérant Rabah à la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour imposer une emprise durable sur les Etats et les peuples des abords sud du Lac Tchad. Les Peuls qui se sont installés pacifiquement sont devenus des guerriers redoutables lorsque qu'au début du 19<sup>e</sup> siècle, l'appel au Djihad lancé par Othman dan Fodio leur a donné l'occasion de s'affranchir de la tutelle oppressante des chefs locaux. Rabah dont les conquêtes et le règne se déroulent dans les deux dernières décennies du siècle arrive tard pour les Arabes Choa, car si leur cavalerie lui apporte un soutien décisif qui leur vaut la participation à la gestion de l'Etat, il reste que cette alliance au moment où le colonisateur européen s'introduit dans le bassin tchadien va compliquer la vie à ce peuple. En effet, leur résistance à la pénétration coloniale doublée de la paranoïa française d'une potentielle subversion panarabe et panislamiste ont motivé la politique indigène de la France aux abords sud du Lac Tchad ; une politique basée sur la préférence pour les Kotoko dont l'armature politique

traditionnelle offrait un relais plus conséquent pour l'administration coloniale. Jean-Claude Zeltner et Franz Hagenbucher<sup>5</sup> ont le mérite d'avoir retracé les migrations successives, les circonstances de l'installation des Arabes Choa sur les rives du Lac Tchad, les relations tendues avec les chefs traditionnels kotoko et avec l'administration française. Prenant le relais, nous avons exploré aussi bien l'époque de l'empire du Bornou que les périodes les plus récentes jusqu'aux affrontements de janvier 1992, qui constituent le faite de ce que l'on nomme communément le conflit entre Arabes Choa et Kotoko.<sup>6</sup> Dans notre quête des racines du présent, nous avons consulté diverses sources (manuscrits édités de l'époque bornouane, relations de voyage des explorateurs européens qui ont sillonné le bassin tchadien, archives coloniales, etc.) ; dont il ressort qu'avant le début des années 1990, l'histoire ne recense pas d'affrontement interethnique semblable aux violences de l'ère démocratique. En fait, même l'installation des fractions arabes choa aux abords sud du Lac Tchad ne se fit pas de façon uniforme. Si les uns se sont installés pacifiquement, d'autres, à l'instar des Ouled Eli ont acquis la propriété foncière dès le 18<sup>e</sup> siècle à la suite d'une guerre indécise qui s'acheva par un compromis : en contrepartie de la reconnaissance des droits historiques des Kotoko, les Ouled Eli paient une dîme annuelle au Mey de Makari. Les Abu Khader quant à eux participent à la gestion du pouvoir à Goulfeï. C'est la raison pour laquelle lorsqu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle les Hemmadiye tentent de conquérir Goulfeï, les Abu Khader les combattent aux côtés des Kotoko.

Lorsque l'administration française s'installe sur les rives du Chari au début du 20<sup>e</sup> siècle, son attitude envers les Arabes Choa est méfiante. Au-delà de la peur d'une subversion religieuse et culturelle, il y a un souci pratique qui anime le colonisateur qui semble comprendre l'iniquité de la condition des Arabes Choa, mais se veut réaliste. Elle crée le grand Sultanat de Goulfeï qui regroupe toutes les principautés kotoko du nord du Logone et Chari actuel (Goulfeï, Afadé, Bodo, woulki, Makari). Djagara, allié des Français contre Rabah en reçoit le commandement, suscitant les récriminations des autres chefs kotoko, mais aussi et surtout celle des Arabes Choa vis-à-vis desquels il se comporte comme un potentat. Face aux plaintes répétées des Arabes, la politique coloniale n'est pas restée statique, figée dans la peur du panara-

---

5 J. C. Zeltner, 1970 : Histoire des Arabes sur les rives du lac Tchad. *Annales de l'Université d'Abidjan*. Série F. 2-2 ; F. Hagenbucher, 1973 : *Les Arabes dits suwa du Nord Cameroun*. Fort-Lamy : ORSTOM.

6 Thierno Bah et Saï bou Issa, 1997 : Relations interethniques, problématique de l'intégration nationale et de la sécurité aux abords sud du lac Tchad. In : P. N. Nkwi/F. B. Nyamnjoh. (eds) *Regional Balance and National Integration in Cameroon: Lessons Learnt and the Uncertain Future*. Leiden/Yaoundé : ASC/ICASSRT ; Saïbou Issa, 2001 : *Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*. Dimension historique. Thèse pour le Doctorat/Ph.D, Université de Yaoundé I.

bisme. En effet, durant les trente premières années de la colonisation, l'attitude du colonisateur est résolument anti-arabe. Ainsi, en 1920, le Chef de Bataillon Gros écrit :

Il est anormal de placer 28 000 arabes sous le commandement d'un représentant d'une race différente qui ne compte que 6 000 individus. Mais si nous supprimons ce Sultan, ce sera l'anarchie tant que nous n'aurons pas un nombreux personnel européen à Goulfeï. Si nous donnons le commandement du pays à un représentant de la race dominante, quel qu'il soit, il sera incapable de se faire obéir des autres tribus et même des gens de sa propre tribu, et son premier soin sera de tondre le Meskine et d'envoyer à l'étranger, Tchad principalement, les troupes qu'il aura mal acquies. Il est donc prudent de conserver Djagara.<sup>7</sup>

Une décennie plus tard, les dispositions de l'administration coloniale n'ont pas toujours changé et l'image que les Arabes Choa renvoient à l'administrateur colonial s'est plutôt assombrie :

Les arabes qui composent la majeure partie de la population, sont à peu près, si l'on veut bien me passer ce barbarisme, inadmissibles. Divisés en tribus adverses qui ne peuvent se sentir, rebelles à toute autorité et à toute contrainte, anarchistes par tempérament, indisciplinés, voleurs, palabreurs, d'une mauvaise foi proverbiale, ils mettent à une rude épreuve la patience des autorités européennes, et il n'est point étonnant que ceux qui les connaissent leur préfèrent les kotoko et jugent indispensable de maintenir l'autorité de ceux-ci.<sup>8</sup>

La multiplication des plaintes et autres réclamations liées aux prélèvements excessifs d'impôts irrite les chefs de la Subdivision de Kousséri, mais retient de plus en plus l'attention de leurs supérieurs hiérarchiques qui recommandent un assouplissement de la politique arabe. Entre le Lieutenant Couturier connu pour ses relations personnelles avec le sultan Ali Djagara et le chef de la Circonscription de Maroua, l'on assiste même à un conflit d'autorité frisant l'insubordination à cause de la différence d'approche des problèmes arabes. En 1930, l'administration diligente une mission d'inspection dont le rapport débouche sur l'ouverture d'une information judiciaire contre le sultan de Goulfeï sur lequel pesaient non seulement des accusations d'extorsion de biens et de coaction avec les bandits et autres trafiquants d'armes entre le Cameroun et le Tchad, mais aussi des soupçons de meurtre. Ali meurt subitement en 1936 ; des sources orales indiquent qu'il s'agit d'un suicide pour échapper à la honte de la destitution et de la dépor-

7 Archives MINREST (Yaoundé), III 360, Lettre du Chef de Bataillon Gros à M. le Commissaire de la République dans les Territoires Occupés de l'ancien Cameroun, 1er mai 1920.

8 ANY, APA 11 832/C, Extrait du rapport de tournée de M. l'Administrateur des Colonies, Chef de la Circonscription de Maroua, novembre 1930.

tation. Diverses réformes seront alors entreprises relativement à la structure du commandement indigène, à la propriété foncière, à la fiscalité et aux compétences judiciaires des Sultans. Le grand sultanat de Goulfeï sera démembré en 1953 ; l'on restaure les anciens commandements territoriaux kotoko tout en restructurant les commandements ethniques arabes : chaque fraction est commandée par un Lawan qui dépend du Sultan kotoko sur la terre duquel ses administrés sont installés et non plus du grand chef de Goulfeï. Expliquant les raisons de ces réformes, le Chef de la nouvelle Région du Logone et Chari écrit :

Je suis partisan en général de l'ordre établi et reconnais que les changements radicaux aboutissent souvent à des situations pires que celles qui existaient, mais dans le cas présent il n'y a jamais eu à proprement parler d'ordre établi et la séparation en 5 terres n'aurait pour effet que de revenir à une situation traditionnelle. L'état de choses actuel ne présente l'avantage que de durer - et de mal durer - depuis 50 ans.<sup>9</sup>

Le legs colonial s'inscrit donc dans une dynamique d'amélioration du statut des Arabes Choa. Mais la première décennie des indépendances étant agitée par diverses forces centrifuges qui menaçaient la stabilité du jeune Etat camerounais, le Président Ahmadou Ahidjo reconnaît aux autorités traditionnelles des prérogatives étendues dans la gestion de la périphérie. Le fait que le Gouverneur de la grande province du Nord et les Sous-préfets des deux arrondissements du Serbewel et de Kousséri soient des Kotoko crée les conditions d'une administration traditionnelle de la région du Logone et Chari. L'union du pouvoir central et la personnalité des administrateurs locaux contribuent en clair à restaurer l'autorité des sultans qui interviennent dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, sans qu'ils ne pressentent spécifiquement les Arabes Choa. Les droits des Sultans sont prélevés sur tout sujet qui élève du bétail, pêche du poisson ou traverse le fleuve, car de par la tradition, ils sont usufruitiers de toutes les activités génératrices de revenus. Au demeurant, les faits sont indiscutables qui montrent que sous Ahidjo, les Arabes Choa n'ont pas eu un accès facile à la fonction publique et que leurs initiatives pour davantage d'accès à l'instruction ont été frustrées. En fait, pour des raisons distinctes de celles du colonisateur, le régime d'Ahidjo a cependant appliqué la même politique que les Français, n'instruisant des réformes qu'au crépuscule de son régime, à un moment où suite au massacre des Arabes Choa de Dollé en 1979, le régime craignait que l'irruption de la violence à Ndjamena, aux portes de Kousséri ne fasse un effet domino. Quoi qu'on en dise, le gouvernement de Paul Biya n'entame pas volontairement les rapports de force entre les ethnies du Logone et Chari. Les Arabes Choa ont simplement profité du contexte d'ouverture instauré par la

---

9 ANY, 1AC 3813, Région du Logone et Chari, rapport annuel 1953.

pluralité des candidatures aux élections organisées par le parti unique pour se frayer un chemin dans l'arène politique camerounaise. Leur adhésion massive au RDPC ne s'est pas faite contre les Kotoko, mais c'était le choix que dictaient les intérêts de l'élite politique.

Du reste, l'on ne peut comprendre la spécificité de la violence ethnique dans le Logone et Chari indépendamment d'une prise en compte des facteurs historiques. Mais plutôt que de se consacrer à l'établissement d'une généalogie du présent, il importe surtout de mettre en évidence l'instrumentalisation du passé dans des contextes nouveaux. En partant du fait que Kotoko et Arabes Choa ne se disaient pas ennemis avant 1990, il convient de déceler la lecture du passé propre à chaque peuple, les repères historiques sur lesquels il fonde ses positions et la dynamique de sa pensée politique. La prise en compte de notre thèse aurait ainsi conduit Antoine Socpa à nuancer davantage le poids de l'histoire dans la construction des identités ethniques dans cette région qui subit plus les influences des pays voisins que celles de la politique camerounaise proprement dite. En basant son évocation de l'histoire notamment sur l'étude de Franz Hagenbucher et sur un article que nous avons commis en début de thèse, il n'a pu, dans notre thèse de Doctorat, capitaliser les enseignements que nous avons tirés de l'exploitation des archives coloniales. Cela aurait peut-être nuancé le propos selon lequel la violence ethnique des années 1990 s'inscrit dans une longue tradition de violence ethnique entre les Arabes et les Kotoko<sup>10</sup>. Un rapport d'étude avait d'ailleurs tiré des conclusions semblables en mettant les affrontements de janvier 1992 sur le compte de la xénophobie atavique des Kotoko envers les Arabes Choa.

Si le propos des Kotoko prête à cette lecture du discours ethnique, les témoignages recueillis par Socpa rendent fidèlement compte des discours ethniques en y ajoutant une analyse dont l'originalité se trouve aussi dans une lecture individuelle (comme c'est le cas de Blama Alifa) et non collective. Mais les stéréotypes ethniques sont tels qu'il est malaisé de cerner la réalité sociopolitique contemporaine sans recourir à l'histoire régionale. En effet, quand les Kotoko font référence à leurs droits historiques sur la terre et qualifient les autres groupes ethniques d'étrangers, ce n'est pas de la xénophobie, mais cela procède de ce complexe obsidional de sécurité que les épisodes violents de l'histoire de leurs rapports avec leur environnement ont insufflé dans leurs mentalités. La domination bornouane, l'assujettissement au Baguirmi, la répression de Rabah sont autant de faits historiques qui les ont conduits à bâtir une civilisation de la réclusion derrière les murailles des cités fortifiées. Après ce qu'ils considèrent comme la paix coloniale et la quiétude retrouvée sous Ahidjo, ils ont craint que l'irruption de l'influence libyenne au Tchad ne

---

10 A. Socpa, 2002 : Démocratisation et autochtonie au Cameroun. Trajectoires régionales divergentes. Ph.D Dissertation. CNWS, University of Leiden.

donne aux Arabes Choa les moyens de rééditer l'époque de Rabah. C'est pourquoi, Hissène Habré, anti-libyen, fut toujours applaudi par les Kotoko. En fait, c'est cette mémoire commune et la peur de la submersion par les groupes dits allogènes majoritaires qui fondent l'ethnicité kotoko, car autrement, il n'y a pas d'ethnie kotoko. D'ailleurs, les peuples dits kotoko du nord, du centre et du sud du Logone et Chari ne communiquent entre eux qu'en arabe ou en français. Avec l'ouverture démocratique, les Kotoko se sont davantage attachés aux droits du sol et aux chefs traditionnels qui incarnent la propriété ethnique de la terre et leur légitimité historique, s'inscrivant de ce fait dans la même logique historique que les autorités traditionnelles du Nord-Nigeria ou celles du Tchad septentrional. Les Arabes Choa quant à eux regardent vers Yaoundé, siège des institutions camerounaises d'où est partie leur marginalisation sous Ahidjo et dont ils espèrent leur réhabilitation sous Biya grâce au poids politique que confère la majorité démographique qu'ils réclament relativement à la perspective du vote ethnique.

Ce dernier aspect est l'une des limites de la thèse de Socpa et de la nôtre et constitue de ce fait l'un des points, au demeurant nombreux, sur lesquels nous nous accordons : l'importance du nombre ethnique dans la démocratie identitaire camerounaise. Socpa écrit :

Les données chiffrées sur la composition ethnique de la population du Logone Chari des origines à l'heure actuelle et sur l'évolution démographique de l'immigration arabe dans cette région font cruellement défaut dans la littérature disponible. Les statistiques démographiques sont peu précises. On se contente de dire que les Arabes sont plus nombreux que les kotoko. Cette absence de données chiffrées pose un réel problème. Il est des Kotoko qui contestent cette domination numérique des Arabes Choa.<sup>11</sup>

Des recoupements de données historiques permettent de tenter de combler cette lacune.

## Régression numérique des Kotoko, expansion des Arabes Choa ?

Déjà à l'époque coloniale, le Chef de la Région Nord-Cameroun envisage les conséquences politiques de l'augmentation du nombre des Arabes Choa quand il note que les Kotoko demeurent - pour combien d'années encore ? - et en dépit de la diminution sensible de leur nombre, les maîtres de la terre en face d'un élément arabe qui ne cesse de grossir<sup>12</sup>. Mais comme le souligne A. Beauvilain, les chiffres exacts de chacune des deux communautés ainsi que les

---

11 Ibid., p. 234, note 12.

12 ANY, APA 11 618, Région Nord-Cameroun, rapport annuel 1949.

facteurs de leurs dynamiques démographiques respectives sont sujets à caution<sup>13</sup>.

Jusqu'en 1955, l'administration coloniale française a, au moins tous les deux ans, fait le recensement de la population et du cheptel. Le souci de connaître le nombre de personnes et la quantité de bétail imposables justifie cet engouement. Ces recensements étaient certes approximatifs dans la mesure où les populations et en particulier les Arabes Choa allaient dans les colonies voisines où, en attendant que passe la période du recensement, ils s'acquittaient de taxes inférieures à celles en vigueur dans la Subdivision de Fort-Foureau. Il n'en demeure pas moins cependant, que la répartition ethnique des personnes recensées donne une idée du nombre des Kotoko d'une part et de celui des Arabes d'autre part à des dates précises. Par exemple, en 1951 et en 1967, la population Kotoko est estimée respectivement à 19 274 (26,52% de la population totale) et 23 059 personnes. Aux mêmes dates, le nombre des Arabes est évalué à 46 324 (63,74% de la population totale) et 39 840 personnes<sup>14</sup>. Ce qui indique une nette régression du nombre des Arabes Choa tandis que celui des Kotoko connaît une substantielle augmentation. Les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1987 tendent à confirmer cette tendance vers l'équilibre entre Arabes Choa et Kotoko; les premiers représentent 38 % de la population recensée et les seconds 35%. Ce que conteste A. Beauvilain sans toutefois prendre une position explicite. Ainsi écrit-il :

Les mouvements migratoires récents semblent conforter l'idée d'une croissance démographique des Arabes largement supérieure à celle des Kotoko. En effet, alors que ceux-ci semblent piégés dans leurs cités, les Arabes arpentent le pays plat et le lac Tchad est devenu un lac arabe, haoussa et bornouan. Longtemps handicapés sur le plan démographique par leur résidence trop proche des cours d'eau qui en avait fait les premières victimes de la maladie du sommeil, les Kotoko seraient entrés dans une longue ère de déclin<sup>15</sup>.

---

13 A. Beauvilain, 1989 : Nord-Cameroun : crises et peuplement. Tome 2. Thèse pour le Doctorat d'Etat, Université de Paris Panthéon-Sorbonne : 556.

14 ANY, APA 11 723, Région du Logone et Chari, rapport annuel 1951; 1AA 1378, Rapport de synthèse des travaux de la mission d'inspection dans le Département du Logone et Chari (du 5 février au 7 mars 1969).

15 Beauvilain, 1989, Tome 2 : 556.

La vraisemblance des effectifs étant ainsi remise en question et en l'absence de sources crédibles susceptibles de sous-tendre un décompte peu contestable, il importe de tenter de cerner le profil démographique de chacune des deux communautés à partir des facteurs spécifiques de leurs évolutions respectives.

## Maladie du sommeil, sous-fécondité et tendance à la stabilité des Kotoko

Les explorateurs européens qui ont sillonné le bassin du lac Tchad au XIX<sup>e</sup> siècle sont unanimes à dire que le pays était très peuplé à l'époque. Nachtigal en particulier évalue la population du sultanat de Logone Birni à 250 000 personnes vers 1880<sup>16</sup>. Si ces chiffres sont excessifs, ils traduisent néanmoins la présence d'une forte concentration humaine. Mais en 1937, on estime que ledit sultanat abrite une population maximale de 12 000 âmes<sup>17</sup>. La diminution de la population, de quelque ordre qu'elle soit, est vraisemblablement due à la conjugaison de plusieurs facteurs, à savoir la récurrence de la violence, de la sécheresse et des épidémies.

Les conséquences humaines des razzias esclavagistes, des conquêtes de Rabah et des épidémies de choléra, de fièvre récurrente et de bien d'autres maladies dans le Logone et Chari ont fait l'objet de nombreuses études et restent une problématique majeure des recherches en cours au Nord-Cameroun<sup>18</sup>. En attendant que des travaux plus appropriés permettent d'établir, avec davantage de précision les conséquences humaines de toutes ces crises, il convient de s'appesantir sur l'impact de la maladie du sommeil tant

---

16 Au sujet des explorateurs et de leurs relations de voyage, voir surtout G. Nachtigal, 1881, *Sahara et Soudan*, traduit de l'allemand par J. Gourdault, Paris, Hachette; H. Barth, 1865 : *Travels and discoveries in North and Central Africa in the years 1849-1855*. London: Frank Cass & Co. Ltd, 3 vol.; D. Denham and H. Clapperton, 1826: *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa*. London : Murray ; J. Lenfant, 1905 : *La grande route du Tchad*. Paris : Hachette. Ce sont des oeuvres de première main dans la mesure où les auteurs décrivent la vie quotidienne des populations, les institutions politiques, le milieu physique, les activités économiques, la conduite des razzias esclavagistes tels qu'ils les ont vus. Barth en particulier fait œuvre d'historien à partir des chroniques locales et publie en appendice du vol. II le *Diwan* des souverains du Bornou dont la contribution à la connaissance de l'histoire de cet empire n'est plus à démontrer..

17 ANY, APA 11 854/A, Lettre n° 25 bis du Chef de la Région du Chari à M. le Commissaire de la République Française, 21 janvier 1938.

18 Sur toutes ces questions, la thèse de A. Beauvilain citée à la note 11 est une mine d'informations. De façon spécifique, Adam Mahamat, 1998 : *L'esclavage chez les peuples de la bordure du Logone, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré, apporte une contribution essentielle à la connaissance de la traite, de son impact sur l'habitat des Mousgoum et à l'esclavage domestique au sein de ce peuple.

parce qu'elle est en elle-même mortelle que parce que la thérapie utilisée pour soigner la trypanosomiase humaine aurait des conséquences sur la fécondité.

La maladie du sommeil aurait existé aux abords sud du lac Tchad dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais les données les plus précises recueillies par le docteur Jamot, médecin Français qui a mené la lutte contre la trypanosomiase au Cameroun, font remonter l'irruption de ce fléau dans le Logone et Chari à 1913. On y enregistrera des malades jusqu'à la fin des années 1960, le taux de prévalence variant d'une période à une autre, d'une zone à une autre.

C'est au cours des années 1920 que le fléau a véritablement sévi dans le Logone et Chari, en particulier sur les rives du Logone, du Chari, du Serbewel et des autres cours d'eau qui sillonnent la région. Jamot estime que la proportion des malades varie de 1 à 55% selon que les villages sont plus ou moins éloignés des cours d'eau<sup>19</sup>. Une proportion que d'autres sources estiment de 6 à 62,5%<sup>20</sup>.

Quoiqu'il en soit, ce qu'il importe surtout de considérer dans le cadre de cette étude, c'est l'impact comparé de la maladie sur les Kotoko d'une part et sur les Arabes Choa d'autre part. Pêcheurs et leur habitat essentiellement situé le long des principaux cours d'eau, les Kotoko ont été les plus exposés à la trypanosomiase. Le taux de leur contamination est d'environ 16% tandis que les Arabes Choa habitant les interfluves et nomadisant en saison sèche enregistrent un taux de 8%. Les populations en général paient un lourd tribut à la maladie, le taux de mortalité dans les zones contaminées étant de l'ordre de cinquante pour mille<sup>21</sup>. Les bords du Logone sont les plus touchés et en 1949 encore on constatait que la maladie du sommeil continuait à faire de grands ravages chez tous les habitants des bords du fleuve<sup>22</sup>.

Pour prévenir contre la contamination, les personnes recevaient une injection de Loméline. Ainsi, dans le canton de Madiako, plus de 17 000 personnes, en grande majorité des Kotoko, ont été injectées<sup>23</sup>. Ce traitement s'étant suivi de quelques décès, les populations avaient, dès le début des années 1920, résisté à la piqûre en traversant la frontière pour se réfugier dans les colonies voisines, en particulier le Nigeria britannique. Souvent, comme en témoigne l'incident de Bélé en 1926, elles se sont munies de leurs armes

---

19 ANY, APA 10 675/D, Lettre n° 101 C du Chef de la Circonscription de Maroua à M. le Commissaire de la République Française, 3 février 1925.

20 Beauvilain, Tome 1: 181.

21 Ibid.: 182.

22 ANY, APA 11 722, Subdivision de Fort-Foureau, rapport annuel 1949.

23 ANY, APA 11 722, Subdivision de Fort-Foureau, rapport annuel 1950

blanches pour empêcher l'équipe médicale de faire son travail<sup>24</sup>. Diverses sources, notamment des témoignages de contemporains de ces événements avancent l'idée selon laquelle les populations refusaient l'injection parce qu'en plus des risques d'accidents mortels, ce traitement rendrait stérile. Dans ce cas comme dans celui de la crise démographique des Peuls, il est malaisé d'établir sans équivoque la relation entre maladie et fécondité au sein d'un groupe ethnique donné. Suggérant une explication au faible taux de natalité constaté chez les Peuls de la plaine du Diamaré, le Chef de la Circonscription de Maroua donne la raison médicale suivante : La presque totalité des hommes est atteinte de syphilis. Il est urgent de lutter contre les maladies qui rendent stériles les anciens conquérants du Nord-Cameroun <sup>25</sup>.

Nonobstant toute réserve, il convient de relever qu'au sortir de la période coloniale et donc d'une épidémie dont ils furent les principales victimes, la dynamique démographique des Kotoko soulevait de réelles inquiétudes : la pyramide des âges montrait une base étroite indicatrice d'une faible fécondité de l'ordre de 29,9 pour mille; un mince accroissement annuel de 6 pour mille. Ce qui, selon A. M. Podlewski, menace l'avenir même de l'ethnie kotoko:

Comme il ne semble pas que la fécondité puisse s'améliorer (et que, d'autre part, elle paraît étale depuis une génération), seule une baisse de la mortalité pourrait permettre un léger accroissement. Mais [...] les taux de mortalité obtenus étaient très modérés [...]. Nous nous trouvons donc devant un groupe parfaitement stationnaire, qui ne semble avoir devant lui nulle chance d'accroissement futur. Cette perspective est d'autant plus importante que les populations kotoko vivent au contact de populations Arabes qui [...] sont les seules populations islamisées du Nord-Cameroun à s'accroître<sup>26</sup>.

---

24 ANY, APA 10 213, Compte rendu du sergent chef d'équipe de traitement Jean Baptiste, au sujet des incidents qui se sont déroulés à Bélé (Sultanat de Logone Birni, canton de Wassa), au cours du traitement des trypanosomés, 15 juin 1926.

25 ANY, APA 11 747, Lettre n° 171 du Chef de la Circonscription de Maroua à M. le Commissaire de la République Française, 18 mars 1935. Les pesanteurs culturelles empêchent les groupes musulmans du Nord-Cameroun et les femmes peules en particulier de se confier au médecin; ce qui complique le traitement des maladies vénériennes stérilisantes qu'elles contractent. Sur cette question, voir l'analyse de J. Hurault, 1983 : Fécondité et mortalité dans l'agglomération de Banyo (Cameroun). L'incidence des maladies vénériennes. *Cahiers ORSTOM* XIX (3), série sciences humaines : 247-267 et Houma Ayena, 1999 : Pesanteurs culturelles et problèmes de santé de la femme peule musulmane de l'Adamaoua. *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, Université de Ngaoundéré. Pour une analyse de la dimension ethnique de l'infécondité au Cameroun et au Zaïre, ses causes, ses proportions et ses conséquences sociales, voir M. Sala-Diakanda, 1988 : L'infécondité dans certaines ethnies. In: D. Tabutin (éd), *Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara*. Paris : L'Harmattan: 191-216.

26 A. M. Podlewski, 1966 : La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun (entre Benoué et lac Tchad), *Cahiers ORSTOM* III (4), série sciences humaines : 36-41.

Cela étant, il convient à présent d'examiner l'évolution inverse des Arabes Choa, résultant aussi bien de la dynamique interne du groupe que de facteurs exogènes.

### Accroissement naturel, immigration et tendance à la prolifération des Arabes Choa

Les prévisions de Podlewski font des Arabes Choa un peuple dont la croissance démographique, loin d'être altérée, est plutôt en pleine expansion. La première raison de cette croissance tient au fait que le taux de natalité générale est relativement élevé, étant de l'ordre de 40,5 pour mille. Le taux d'accroissement annuel est supérieur à 1,5%. Au vu de ces chiffres, l'auteur tire les conclusions suivantes :

Nous nous trouvons donc devant la seule population musulmane du Nord-Cameroun dont la virtualité d'accroissement paraisse assurée. Bien que moyen, cet accroissement ne semble pas menacé dans l'immédiat par une régression de la fécondité. Le rapport numérique entre les Kotoko et les Arabes Choa du Logone ira donc de plus en plus au détriment des premiers. En supposant les émigrations nulles, les Arabes du Cameroun qui sont déjà deux fois plus nombreux que les Kotoko, le seront trois fois environ plus dans environ 34 ans, c'est-à-dire vers la fin du siècle<sup>27</sup>.

Les résultats du recensement de 1976 démentent les prévisions de Podlewski : la structure par âge des populations arabe choa et kotoko montre que la proportion des 0 à 14 ans est respectivement de 42,3% et 41,9%. Ce qui indique plutôt une reprise de la natalité chez les Kotoko tandis que celle des Arabes Choa n'est pas altérée. Pourtant, les résultats du recensement de 1987 qui estiment à 38% le nombre des Arabes Choa et à 35% celui des Kotoko donnent bien l'impression d'un recul démographique des Arabes Choa, tout au moins d'une stagnation face à un croît réel des Kotoko. Ce qui, sur le plan purement scientifique ne manque pas de susciter des interrogations quand, en plus de l'accroissement naturel, on considère l'apport de l'immigration comme l'a souligné A. Beauvilain plus haut.

En effet, la très forte croissance naturelle des deux communautés entre 1976 et 1987 (4,4% par an) ne saurait à elle seule expliquer l'explosion démographique du Logone et Chari au cours de cette période : la population du département a presque doublé, passant de 140 358 à 278 854 habitants; celle de l'arrondissement de Kousséri a plus que triplé, passant de 17 173 à 60 282 habitants, dont l'essentiel de l'augmentation s'est faite en zone rurale. L'immigration y a joué un rôle important et il est révélateur de constater qu'entre

---

27 Ibid. : 42-46.

1976 et 1987, le croît de la population a été impressionnant aux abords immédiats du lac, l'augmentation étant de l'ordre de 2 358% dans le delta du Chari. On est fondé de penser que l'immigration a plus grossi les rangs des Arabes Choa que ceux des Kotoko.

La cause principale de l'immigration est la sécheresse dont les séquences de 1972-1973 et 1983-1985 ont eu des conséquences dramatiques pour les paysans et les pasteurs du Sahel. Par exemple, s'agissant du Nord-Est nigérian frontalier du Logone et Chari, V. A. Kolawole révèle que *unlike the 1972-3 drought, the agricultural impact of the 1983-5 was phenomenal*, montrant, chiffres à l'appui, la réduction drastique de la production agricole<sup>28</sup>. D'immenses espaces cultivables et de parcours du bétail ayant été confisqués dans le cadre des projets du Chad Basin Development Authority (CBDA), les personnes en quête de terres cultivables et de pâturages sont allées dans le Logone et Chari où, à proximité du lac, elles retrouvent d'autres immigrants venus du Tchad, de la partie méridionale du Logone et Chari et de bien d'autres contrées.

En 1976, les personnes nées à l'étranger (distinctes des citoyens étrangers) représentaient 19% de la population totale du Logone et Chari; ce qui suggère une forte naturalisation et/ou une importante immigration de retour. Etant donné que les Nigériens résidant dans cette zone n'ont pas été recensés en 1987, cette zone étant occupée depuis mai courant par les troupes nigérianes, il est vraisemblable que les immigrants entre 1976 et 1987 aient acquis, eux aussi, la nationalité camerounaise. Compte tenu du fait que la zone frontalière entre le Nigeria et les abords sud du lac Tchad est surtout peuplée de Kanouri et d'Arabes Choa, c'est davantage dans ces communautés qu'il faudrait considérer les immigrants définitifs. Au demeurant, le fait que les Arabes Choa du Nord-Cameroun et les Kanouri Wochembou (habitant la région de la rivière Wochem proche du lac) soient surtout concentrés dans la partie septentrionale du département gravitant dans l'orbite de l'économie nigériane, facilite l'intégration de leurs congénères venus de l'Ouest. Quoi qu'il en soit, l'augmentation de la population de l'actuel arrondissement de Makari qui passe de 61 393 habitants en 1976 à 111 796 habitants en 1987 retient l'attention.

La guerre civile tchadienne est le second facteur majeur de l'immigration, celle-là issue de la frontière orientale du Logone et Chari. De 1979 à 1990, le Tchad fut le théâtre d'une guerre meurtrière, provoquant l'exode de milliers de personnes vers les pays voisins, dont le Cameroun.. Entre 1979 et 1982, plus de 250 000 réfugiés ont afflué à Kousséri, en transit ou pour un long sé-

---

28 V. A. Kolawole, 1988: The impact of the 1979-85 sudano-sahelian drought in Borno, Northeast Nigeria., *Annals of Borno* 4 : 156-159.

jour<sup>29</sup>. La plupart des réfugiés sont repartis dans leur pays entre la fin de l'année 1981 et le début de l'année 1982, ceux qui désiraient continuer à rester au Cameroun étant transférés au camp de Poli-Faro plus à l'intérieur du pays. Mais ce ne sont pas tous les réfugiés qui sont allés à Poli-Faro.

Aussi bien l'accroissement remarquable de la population du petit arrondissement de Kousséri (160 km<sup>2</sup> contre 2 444 à Makari et 3 274 à Logone Birni entre autres) que la naissance de nouveaux quartiers et l'extension du périmètre urbain confortent l'idée d'une forte immigration d'Arabes à Kousséri. Viennent-ils des autres localités du département ou reviennent-ils du Tchad où ils étaient allés chercher fortune comme le soutiennent les Arabes Choa ? Ou alors, sont-ce des ressortissants Tchadiens qui ont décidé de s'implanter désormais au Cameroun comme le pensent nombre de Kotoko ? Il est difficile, dans le contexte actuel, de pouvoir y répondre avec pertinence. Ce qui est au moins vraisemblable, c'est que les Arabes tchadiens qui ont cherché refuge dans le Logone et Chari, s'y sentaient plus en sécurité tant que Hissène Habré qui, depuis juin 1982 était au pouvoir à N Djamena, n'avait pas concrètement démontré sa volonté de rassemblement et de réconciliation nationale<sup>30</sup>. En outre, nombre d'entre eux menant des activités commerciales à Kousséri, il était imprudent de repartir au Tchad tant que la situation politique ne s'était pas stabilisée.

Mais combien seraient-ils ? Dans l'esprit des Kotoko pour qui, en l'es-pèce, leur nombre importe moins que leur provenance et la date de leur implantation, la référence à l'immigration, que celle-ci soit très ancienne ou très récente, ne vise qu'à affirmer davantage leurs droits historiques de propriétaires du sol, sans xénophobie mais sans compromis officiel. Or, outre la question de l'autochtonie et de l'allochtonie qui est une problématique cruciale à l'échelon national, le débat dans les zones frontalières est aussi celui de la nationalité qui est à la fois un enjeu politique local et un enjeu de sécurité nationale. A ce titre, dans cette contrée où la nationalité est souvent versatile selon le contexte, c'est bien la naturalisation des immigrants de quelque provenance soient-ils qui est la question essentielle, celle-ci leur donnant le droit de cité mais exigeant en contrepartie le respect des obligations y relatives. En fait, comment définir la nationalité dans ces zones où l'ouverture des espaces frontaliers est le meilleur gage de sécurité économique et sociale des populations dans la mesure où les zones périphériques sont abandonnées à l'Etat ? Comme le montrent les travaux de Janet Roitman, la frontière est instrumen-

---

29 Saï bou Issa, 1994 : L'impact de la crise tchadienne sur le Nord-Cameroun, 1979-1982. Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I.

30 Dans la guerre des factions au Tchad, le CDR d'Acheikh ibn Oumar qui recrutait surtout parmi les populations arabes était l'une des tendances du Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT) opposé aux Forces Armées du Nord (FAN) de Hissène Habré. Vaincu en 1982, le GUNT est rentré dans l'opposition armée.

talisée par divers acteurs qui en font un pont d'échanges officiellement illégaux, mais qui n'en demeurent pas moins légitimes à leurs yeux, devenant de ce fait la norme. L'acquisition de la carte d'identité du pays voisin est, tout comme la contrebande, des transactions illégales, mais c'est la panacée.<sup>31</sup>

## Le Tiers Groupe

Cette expression est apparue dans le vocabulaire ethno-politique en 1994 et désigne les peuples non Arabes Choa et non Kotoko habitant dans le Logone et Chari. On ne peut les lister avec exactitude; les principaux groupes sont les Mousgoum, les Kanouri et les Mandara.

Les Kanouri, bâtisseurs de l'empire du Bornou et les Mandara, fondateurs du royaume du même nom, furent parmi les plus grands razzieurs d'esclaves du bassin tchadien. La bordure du fleuve Logone et en particulier le pays mousgoum, fut leur terrain de chasse privilégié. La colonisation européenne ayant mis fin aux expéditions esclavagistes et démembré les grandes hégémonies politiques locales, Kanouri et Mandara se sont davantage adonnés au commerce et à l'agriculture. Les Kanouri se sont surtout installés dans la partie septentrionale du Logone et Chari où les marchés périodiques sont florissants. Les Mandara sont surtout localisés dans les sultanats de Kousséri et Logone plus proches du sultanat de Mora dont ils sont issus. Les Mousgoum représentent la frange la plus importante des peuples du Tiers Groupe. Ils viennent principalement du sultanat de Pouss, s'installant à Logone Birni depuis la période coloniale. Ils poussent néanmoins vers le Nord où la pêche, leur activité de prédilection, est plus rentable.

En 1951, le Tiers Groupe comprenait officiellement 7 068 personnes (dont 5 603 Mousgoum)<sup>32</sup>. Ce qui représente un taux de 9,72% de la population totale du Logone et Chari. En 1955, les Mousgoum sont 5 600 tandis qu'on note un accroissement considérable du nombre des Kanouri qui sont désormais 4 855 personnes. La comparaison des chiffres officiels montre que les effectifs du Tiers Groupe ont triplé entre 1951 et 1987 puisque à cette dernière date, Mousgoum, Kanouri, Mandara, Massa et autres représentent 27% de la population du département. Cette proportion est bien évidemment remise en cause par les Arabes Choa, d'autant qu'ils perçoivent le Tiers Groupe comme un groupe de peuples traditionnellement alliés aux Kotoko.

Fortes de ce taux officiel qui en fait, en principe, une minorité arbitre lors des élections municipales et législatives, les élites issues de ces groupes ethniques

---

31 Voir à ce propos J. Roitman, 2005 : *Fiscal disobedience : an anthropology of economic regulation in Central Africa* : Princeton/Oxford : Princeton University Press ; La garnison-entrepôt: une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad. *Critique internationale* 19 entre autres.

32 ANY, APA 11 723, 1951.

ques vont cependant jouer leur propre partition. En effet, emboîtant le pas aux leaders arabes choa et kotoko, elles rédigent aussi un mémorandum dans lequel elles s'élèvent contre la mise à l'écart des peuples qu'elles représentent dans les discussions engageant le présent et l'avenir du Logone et Chari. Un mémorandum qui est diversement interprété, les signataires étant notamment accusés de rechercher un positionnement dans l'appareil d'État. La mise au point qu'ils font par la suite ne s'écarte pas des lignes directrices du mémorandum; on peut lire en effet que « Le Mémorandum ne met en aucun cas en cause les liens établis entre les communautés face aux divers problèmes qui se posent dans le Département. Il soulève tout simplement l'importance de toute communauté, si petite soit-elle »<sup>33</sup>.

Dans l'ensemble, le pouvoir politique et le RDPC dont il émane semblent avoir opté pour une démocratie locale à majorité proportionnelle. Les Arabes Choa reconnus plus nombreux, peu importe le pourcentage, occupent depuis les élections législatives de 1992 deux des quatre sièges de députés réservés au Département du Logone et Chari, un Kotoko et un Mousgoum occupant les deux autres sièges. L'on a cependant joué à fond le jeu de la majorité numérique lors des élections municipales de 1996; aujourd'hui, six des huit communes rurales du Logone et Chari ont des maires Arabes Choa. Les Kotoko quant à eux se contentent de postes de conseillers municipaux. On a l'impression que l'on a voulu, indirectement accéder aux revendications foncières des Arabes Choa sans remettre en cause les droits historiques des Kotoko : le Sultan et le Maire sont désormais les deux patrons de la terre.

### En guise de conclusion : du recensement ethnique dans un contexte multiculturel

Au cours de la décennie 1990-2000, le poids démographique et les particularités ethniques des régions ont joué un rôle déterminant dans le découpage des circonscriptions électorales et les résultats que les formations politiques ont enregistrés lors des différentes élections. Ainsi, la province de l'Extrême-Nord, la plus peuplée du Cameroun, apparaît aujourd'hui comme la donneuse de pouvoir. La composition du gouvernement notamment qui réserve une part importante de portefeuilles à cette province montre, s'il en était encore besoin, son poids politique, corollaire de son poids démographique. Cependant, à l'intérieur même de la province apparemment la plus adulée du parti au pouvoir, le RDPC, des voix s'élèvent qui dénoncent l'inadéquation entre l'appartenance ethnique des votants sincères et massifs du RDPC et

---

33 *Mémorandum du Tiers Groupe du Logone et Chari (T.G.L.C.) : quelle lecture ?*, Kousséri, 6 avril 1994.

celle des bénéficiaires des hautes fonctions de l'appareil d'État. Ce qui, aux yeux des mécontents, traduit bien la reproduction d'un système d'alliance avec les Islamo-Peuls dont les traits essentiels survivraient à la fin du régime d'Ahmadou Ahidjo et résisteraient à l'ouverture démocratique. On est alors prompt à brandir le chantage démographique à l'approche des consultations électorales. Dans ce sens, et indépendamment de l'ethnie et de la religion, chaque peuple cherche à se quantifier, à connaître le nombre de ses ressortissants.

Les précédents recensements se sont nécessairement soldés par une sous-évaluation de la population et bien évidemment du cheptel; le recensement était perçu comme le décompte du nombre de personnes et de la quantité des biens imposables. Dès lors, les hommes s'y sont soustraits par l'émigration temporaire et parfois des fausses déclarations. En outre, pour ce qui est du Logone et Chari en particulier, la transhumance en saison sèche, période à laquelle se fait le recensement, a par le passé contribué à réduire l'estimation des groupes pasteurs. Ce sont autant de choses qui font dire à nombre de peuples camerounais que leurs effectifs ont été sous-évalués à dessein pendant que ceux d'autres communautés auraient été gonflés expressément en 1987. Mais dans un pays où la fusion des peuples à travers les mariages interethniques est profonde, le recensement ethnique n'est-il pas une négation des acquis de l'intégration nationale? En outre, où classer celui-là qui naît d'un père kotoko et d'une mère arabe choa? Où mettra-t-on les enfants de ce jeune homme né d'un père peul et d'une mère kanouri, épouse une fille née d'un père kotoko et d'une mère mandara? Au Cameroun, la mutation de l'identité ethnique est fille de la dynamique historique. Il était rassurant de se dire Peul sous Ahidjo tout aujourd'hui, nombre d'hommes politiques issus du Nord ou des Bamiléké prennent femme parmi les Béti pour se rapprocher de l'ethnie au pouvoir. Les frontières ethniques chères à Fredrik Barth sont si poreuses qu'il est aussi difficile de faire une nette démarcation entre les catégories ethniques. L'hybridisme est tel que les peuples dits du Tiers Groupe constituent plus une passerelle entre Arabes Choa et Kotoko qu'un groupe singulier; si les mariages entre Kotoko et Arabes Choa se sont arrêtés, les Kanouri et les Mandara continuent d'avoir leurs entrées dans les familles des deux camps.

Le fait que ce soit deux communautés musulmanes qui se soient livrées aux affrontements les plus sanglants dans le contexte de l'ouverture démocratique, tend à suggérer que la religion en tant que catégorie de distinction identitaire a perdu sa pertinence dans le débat politique au Cameroun septentrional. Il en est de même de la dichotomie autochtones-allogènes qui, en dépit de la résistance des Sawa à Douala ou des Ewondo à Yaoundé, n'a pas empêché que des Bamiléké ou des ressortissants de la partie septentrionale du Cameroun deviennent des élus municipaux dans les grandes métropoles du Sud du pays. Les Arabes Choa s'accrochent opportunément à ces réalités des métropoles camerounaises pour battre en brèche l'argument de l'autochtonie dans

la mesure où hormis l'élection de maires allogènes de par leurs origines ethniques, Yaoundé et Douala abritent aussi des chefferies communautaires qui n'ont aucune emprise sur l'espace. De ce fait, la Constitution camerounaise de 1996 qui s'engage à protéger les minorités autochtones est caduque alors qu'elle se voulait proactive, car dans chaque région, des compromis politiques ont été trouvés à travers des stratégies de partage du pouvoir local dans les milieux pluriethniques.

Au moment où s'enclenche le processus de décentralisation en vue de doter les collectivités locales de prérogatives dans des domaines ayant notamment trait au développement communautaire, l'autochtonie se décline plus en termes de représentation proportionnelle dans les conseils municipaux que de prééminence d'un groupe sur un autre. La compétition entre les régions et entre les collectivités locales supplantera les rivalités ethniques comme le montre déjà le tapage médiatique qui fait suite aux réunions des comités de développement d'arrondissements ou de départements. De même, l'action personnelle des élites (construction d'infrastructures socio-économiques, don de matériel aratoire, soutien à l'éducation, don de citernes pour la distribution de l'eau, etc.) transcendera les clivages ethniques, car bénéficiant à tous et donc susceptible de leur valoir un électorat multiculturel. Les ethnies ont une histoire titraient J.-P. Chrétien et G. Prunier,<sup>34</sup> mais seules les élites ethniques ayant un projet local pour tous pour soutenir leurs ambitions nationales ont un avenir. Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie intitulait A. Bourgeot<sup>35</sup> ; les Kotoko ne sont pas heureux parce que tournés vers le passé et leur environnement immédiat, ils subissent les effets du changement qui se fait sans eux, car les droits historiques ne mettent pas l'enveloppe dans l'urne ; les élites arabes comprennent de plus en plus que face à la rivalité entre les factions arabes choa (Salamat, Hemmadiye, Banisset, etc.), sur fond de conflits de leadership et d'espoirs non encore satisfaits des populations, une recomposition politique n'est pas impossible, où l'on pourrait voir des factions arabes alliées à des groupes kotoko qui ont leurs propres dissensions. La régionalisation à venir pourrait favoriser l'émergence de ce type d'alliance trans-ethnique, trans-confessionnel, voire plurilocal. L'autochtonie sera alors un critère du passé.

---

34 J.P. Chrétien/G. Prunier (éd) : *Les ethnies ont une histoire*. Paris : Karthala-ACCT.

35 Bourgeot, A. Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie. *Autrement* 72, Série Monde.

## References

- Armengaud, A. 1966: Démographie et sociétés. Paris: Stock.
- Azarya, A. 1996: Nomads and the State in Africa : the Political Roots of Marginality. ASC Leiden research Series 9. Avebury: Ashgate Publishing Limited.
- Bah, T. / Saïbou, I. 1997: Relations interethniques, problématique de l'intégration nationale et de la sécurité aux abords sud du lac Tchad. In : Nkwi, P.N / Nyamnjoh, F.B. (eds.): *Regional Balance and National Integration in Cameroon: lessons learnt and the uncertain future*. Leiden/Yaoundé: ASC/ICASSRT, 280-288.
- Barth, H. 1865: Travels and discoveries in North and Central Africa in the years 1849-1855. London: Frank Cass & Co. Ltd.
- Baskouda, J. B. S. 1993: Kirdi est mon nom. Yaoundé: Imprimerie Saint-Paul.
- Bayart, J.-F. 1985: L'Etat au Cameroun. Paris: Presses de la Fondation Nationale de Science Politique.
- Beauvilain, A. 1989: Nord-Cameroun: crises et peuplement. Tome 2. Thèse pour le Doctorat d'Etat, Université de Paris Panthéon-Sorbonne.
- Burnham, P. 1996: The Politics of Cultural Difference in Northern Cameroon. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Chrétien, J. P. / Prunier, G. (eds.) 1989: Les ethnies ont une histoire. Paris, Karthala-ACCT.
- Denham, D. / Clapperton, H. 1826: Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa. London : Murray.
- Hagenbucher, F. 1973: Les Arabes dits "suwa" du Nord Cameroun. Fort-Lamy : Orstom.
- Houma, A. 1999: Pesanteurs culturelles et problèmes de santé de la femme peule musulmane de l'Adamaoua. Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré.
- Kolawole, V. A. 1988: The impact of the 1979-85 sudano-sahelian drought in Borno, Northeast Nigeria. *Annals of Borno* 4: 147-165.
- Lenfant, J. 1905: La grande route du Tchad. Paris: Hachette.
- Mouiche, I. 2000: Ethnicité et multipartisme au Nord-Cameroun. *African Journal of Political Science* 25: 46-91.
- Nachtigal, G. 1881: Sahara et Soudan. Traduit de l'allemand par J. Gourdault. Paris: Hachette.
- Njeuma, M. Z. 1978: Fulani Hegemony in Yola (Old Adamawa): 1809-1902. Yaounde: CEPER.
- Podlewski, A. M. 1966: La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun (entre Benoué et lac Tchad). *Cahiers ORSTOM III (4)*, série sciences humaines, numéro spécial.
- Zeltner, J.C. 1970: Histoire des Arabes sur les rives du lac Tchad. *Annales de l'Université d'Abidjan*, série F 2 (2):109-237.
- Roitman, J. 2005: Fiscal disobedience : an anthropology of economic regulation in Central Africa. Princeton/Oxford: Princeton University Press.
- Saïbou, Issa 2001: Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Dimension historique (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Thèse pour le Doctorat/Ph.D, Université de Yaoundé I.

Saï bou, Issa 1994: L'impact de la crise tchadienne sur le Nord-Cameroun, 1979-1982. Mémoire de Maîtrise d Histoire, Université de Yaoundé I.

Socpa, A. 2002: Démocratisation et autochtonie au Cameroun. Trajectoires régionales divergentes. Ph.D Dissertation, CNWS : University of Leiden.

### **Summary**

In the early 1990s, Cameroon – like other sub-Saharan African countries – opened up to democratisation. In addition to the formation of some one hundred political parties, associations based on ethnic or regional identity mushroomed. Generally speaking, the elite and politicians peacefully mobilise parochial solidarities with the aim of maintaining their positions in the state, or of entering the state apparatus through ethnic votes –this is why the size of ethnic groups are an important factor in the rivalries between politicians. However, in Logone and Chari districts, situated in the border area between Cameroon, Nigeria, and Chad, the rivalry opposing the Kotoko to Shoa Arabs manifested itself in the form of inter-ethnic violence. Demography played an important role in these conflicts, as it permitted Shoa Arabs to reverse the political majority. The Kotoko were the first inhabitants of the region, and had hitherto controlled traditional as well as modern power structures. In respect of the controversy over the population sizes of the two communities, this paper goes back in history to examine the role of epidemics and immigration in the numerical relationship between the two peoples. The manipulation of censuses, the relativity of ethnic differences, and new dimensions in the politics of ethnicity in North Cameroon are also considered.

### **Keywords**

*North Cameroon, democratization, conflicts, demography, ethnic election, Shoa arabs, Kotoko , interethnic relations, history*

### **Zusammenfassung**

Zu Beginn der 1990er Jahre trat Kamerun - wie andere Staaten des subsaharischen Afrika - in einen Demokratisierungsprozess ein. Neben der Gründung von etwa hundert politischen Parteien führte dies zur Bildung von Vereinigungen auf regionaler oder ethnischer Basis. In der Regel benützen kamerunische Politiker solche ethnischen oder regionalen Solidaritäten auf friedfertige Weise, um sich mit Hilfe von Wählerstimmen ihrer ethnischen Gruppe den Weg in den Staatsapparat zu bahnen. Daher rührt die Bedeutung der Größe ethnischer Gruppierungen im Wettkampf der Politiker. In den Distrikten von Logone und Chari - im Grenzgebiet zu Nigeria und Tschad gelegen - äußert sich die Rivalität zwischen Shoa-Arabern und Kotoko in inter-ethnischen Zusammenstößen. Demographie hat dabei eine wichtige Rolle gespielt, da mit ihrer Hilfe die Shoa-Araber die politischen Mehrheitsverhältnisse zu ihren Gunsten umkehren konnten. Die Kotoko waren die Ureinwohner dieser Region und hatten bis dahin die traditionellen und modernen Machtstrukturen kontrolliert. Angesichts der Kontroverse um die Bevölkerungsgröße der jeweiligen ethnischen Gruppen greift der Artikel auf eine historische Analyse zurück, um die Rolle von Epidemien und Einwanderung auf die Bevölkerungsanteile zu beleuchten. Thematisiert werden dabei die Manipulation von Volkszählungen, die Relativität ethnischer Zugehörigkeit, und neue Formen ethnischer Politik in Nord-Kamerun.

### **Schlagwörter**

*Nordkamerun, Demokratisierung, Konflikte, Demographie, Ethnische Wahl, Choa Araber, Kotoko, Interethnische Beziehungen, Geschichte*

---

**Sai bou Issa** completed his Ph.D in 2001. He is currently a Senior Lecturer of History at the University of Ngaoundere in Cameroon. For the past ten years, he has been working in the Chad basin region on the issues of ethnic conflict, cross-border resources and interstate conflicts, highway banditry, small weapons and sub-regional security cooperation.